Les facteurs de la victoire du SNP aux élections au Parlement écossais de 2007

Edwige Camp-Pietrain

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudeseccossaises/202>
DOI : 10.4000/etudeseccossaises.202
ISSN : 1969-6337

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2009
Pagination : 171-184
ISBN : 978-2-84310-138-0
ISSN : 1240-1439

Référence électronique

Edwige Camp-Pietrain, « Les facteurs de la victoire du SNP aux élections au Parlement écossais de 2007 », *Études écossaises* [En ligne], 12 | 2009, mis en ligne le 30 avril 2010, consulté le 11 avril 2023.
URL : <http://journals.openedition.org/etudeseccossaises/202> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudeseccossaises.202>

Les facteurs de la victoire du SNP aux élections au Parlement écossais de 2007

Le 3 mai 2007, lors des troisièmes élections au Parlement écossais, le Scottish National Party (SNP) est arrivé en tête, pour la première fois de son histoire (tableau 1). Mais il n'a obtenu que 36 % des sièges, et un seul de plus que les travaillistes, qui dominaient les élections écossaises depuis 1959. Cette victoire était prévisible, le SNP conservant une avance de 5 à 10 points dans les intentions de vote¹. La campagne électorale sera envisagée à travers le mode de scrutin, l'influence britannique et l'usure du pouvoir, avant d'évoquer les résultats.

Les implications du mode de scrutin

Soixante-treize des 129 députés sont élus au scrutin uninominal majoritaire. Les 56 restants sont élus sur huit listes régionales à la représentation proportionnelle afin de compenser le manque d'équité du scrutin majoritaire. Ce mode de scrutin a plusieurs conséquences.

Tout d'abord, il permet l'élection de candidats issus de petits partis ou indépendants, ce qui favorise la multiplication des candidatures. S'agissant du scrutin majoritaire, le Scottish Socialist Party (SSP) était absent, affaibli par sa scission en deux (SSP et Solidarity). Quelques adversaires des fermetures d'hôpitaux se présentèrent, espérant renouveler l'exploit de Jean Turner en 2003, avec le soutien de Scottish Voice, parti fondé par Archie Stirling.

En ce qui concerne les listes, 28 partis et 7 individus en présentaient. Un grand nombre débutait par l'adjectif *Scottish*. Afin de s'en distinguer, le SNP intitula les siennes *Alex Salmond for First minister*, profitant de la liberté de description. Cela lui permit de figurer au début de l'alphabet,

1. Sur 23 sondages de janvier à avril 2007, le SNP était crédité d'intentions de vote de 32 % à 40 % dans les circonscriptions, supérieures à celles en faveur des travaillistes (27 % à 38 %), sauf trois exceptions. Toutes les références à des sondages sont fondées sur www.ukpollingreport.co.uk.

de mettre en avant son leader (plus populaire que ses adversaires²), en laissant entendre que le vote régional (qui lui est plus favorable) était déterminant.

La constitution des listes conditionne les chances d'élection des individus. En 2007, les adhérents du Parti conservateur voulurent sanctionner leurs députés sortants en les plaçant à des positions rendant leur réélection difficile³. Inversement, les adhérents du SNP souhaitèrent reconduire leurs députés (et trois anciens députés), contrairement à 2003.

Les deux scrutins ne sont pas sans relation. Un candidat qui a échoué au scrutin majoritaire peut obtenir un siège régional. Annabel Goldie (nouveau leader des conservateurs écossais) comme Salmond, peu assurés de gagner une circonscription, étaient en tête de liste dans leur région. Seul le Parti travailliste interdit les doubles candidatures.

Le scrutin de liste étant considéré comme moins prestigieux (on parlait de deuxième voix), le Scotland Office voulut rétablir l'équilibre. En fait, les grands partis écossais s'accordèrent sur un bulletin de vote destiné à les avantager. Élaboré tardivement (début 2007), il ne put être ajusté en fonction des résultats d'essais par les *returning officers*, fonctionnaires locaux chargés des élections, d'autant que son impression était confiée à des sociétés privées⁴. Ce bulletin, unique, inversait l'ordre traditionnel. À gauche se trouvaient les listes régionales (premier vote) et à droite les candidatures au scrutin majoritaire. Les électeurs devaient cocher deux cases, ce qui était indiqué par des flèches. Celles-ci étaient absentes des bulletins de Glasgow et d'Édimbourg, faute de place en raison de la pléthore de candidatures. La présence de noms populaires (Salmond, Tommy Sheridan, leader de Solidarity, Margo MacDonald, candidate indépendante au scrutin régional) à gauche du bulletin a renforcé la confusion.

Le même jour, l'exécutif écossais organisa l'élection des conseils des collectivités locales, pour la première fois à la représentation proportionnelle intégrale (*single transferable vote*). Impliquant un classement des candidats à l'aide de chiffres, elle nécessitait un comptage informatique, étendu aux élections parlementaires, qui empêcha toute latitude d'appréciation lors du dépouillement. En dépit des explications de l'exécutif, nombre d'électeurs ont utilisé des chiffres pour les élections au Parlement écossais ; seul le « 1 » fut accepté. D'autres ont coché une seule case ; la case vide (souvent à droite) fut invalidée, alors que ce geste pouvait être volontaire.

2. Il était jugé digne de confiance, efficace, ou meilleur par 23 % à 39 % des personnes interrogées, contre 15 % à 27 % pour son adversaire travailliste Jack McConnell, sur 7 sondages de novembre 2006 à avril 2007.

3. « List Casualties », *The Herald*, 29/01/07, p. 8.

4. Voir la synthèse détaillée de Gould R., éd., *Scottish Elections 2007: the Independent Review of the Scottish Parliamentary and Local Government Elections*, Londres, Electoral Commission, octobre 2007.

Enfin, ce mode de scrutin, qui rend extrêmement difficile l'obtention d'une majorité absolue de sièges, pose la question des alliances. Les nationalistes, crédités d'une avance modeste, s'en préoccupèrent. Dès décembre 2005, ils discutèrent avec les verts, qui partageaient leur volonté d'indépendance, leur opposition au nucléaire ou à la *private finance initiative*⁵. Mais ils s'opposaient sur l'imposition des entreprises, la construction de routes ou l'utilisation des revenus du pétrole. Pendant la campagne, les verts proposèrent un soutien enjeu par enjeu, sans préciser leur partenaire, avant d'envisager un accord plus formel⁶.

Au printemps 2006, le SNP sembla pouvoir se rapprocher des conservateurs, qui souhaitaient abaisser la fiscalité nationale et locale sur les entreprises (projet de Murdo Fraser, *vice leader*) et avaient toujours déclaré (même sous Margaret Thatcher) qu'ils accepteraient un vote des Écossais en faveur de l'indépendance⁷. Goldie écarta ces possibilités et toute participation à un gouvernement⁸. Elle évoqua un soutien, au cas par cas, aux travaillistes, puis critiqua tous ses adversaires. Son Manifeste s'intitulait *Your Voice in Parliament*⁹.

À partir de janvier 2007, seuls les libéraux-démocrates étaient envisageables comme alliés potentiels du SNP. Ils s'accordaient sur la transformation de la taxe d'habitation fondée sur la valeur des logements en taxe locale sur le revenu ou l'abolition des droits universitaires. Cependant, les libéraux-démocrates, partisans de compétences décentralisées élargies, refusaient l'indépendance. Le SNP devait déposer un projet de loi portant organisation d'un référendum sur celle-ci dans les 100 premiers jours de son mandat. Alex Salmond effectua trois concessions¹⁰. En janvier, il s'engagea à publier un Livre blanc, soumis à discussions. Il indiqua en mars que le référendum aurait lieu au terme de la législature de quatre ans. En avril, il ajouta qu'il inclurait une question sur l'accroissement des pouvoirs du Parlement. Ainsi, il dissociait vote SNP et indépendance, qui demeurerait l'axe majeur de sa campagne (intitulée *It's Time*¹¹). Il s'évitait une défaite, les Écossais préférant une poursuite de la décentralisation¹², sans

5. Dinwoodie R., « Salmond Opens Talks with Greens », *The Herald*, 5/01/06, p. 6.

6. Dinwoodie R., « Greens Ready to Do Coalition Deal », *The Herald*, 4/04/07, p. 6.

7. Hutcheon P., « Top Scots Tories Split over a Deal with SNP », *Sunday Herald*, 8/03/06.

8. MacDonell H., « Tories Pledge £1bn Blitz on Crime and Taxes », *The Scotsman*, 3/04/07.

9. Scottish Conservatives, *Your Voice in Parliament*, Édimbourg, 2007.

10. Fraser D., « SNP Referendum Pledge in Doubt », *The Herald*, 15/01/07, p. 1 ; Barnes E., « SNP Rethink on Independence », *Scotland on Sunday*, 11/03/07 ; Fraser D., « SNP May Try Again If Scots Vote No in Referendum », *The Herald*, 13/04/07, p. 1.

11. SNP, *It's Time*, Édimbourg, 2007, 75 p.

12. Les écarts entre les partisans de celle-ci et de l'indépendance étaient de 15 points selon YouGov (9/01/07) et Populus (28/03/07).

juger cette question prioritaire. Il esquivait le problème de l'incompétence du Parlement écossais en matière institutionnelle.

Les libéraux-démocrates opposèrent un refus catégorique. Ils préconisaient une nouvelle Convention constitutionnelle pour rechercher un consensus au plan institutionnel¹³. Nicol Stephen, leur leader, semblait privilégier la reconduite de l'alliance avec les travaillistes. Sans cesse questionné sur ce thème par la presse, qui s'interrogeait sur la sincérité d'un parti adepte des compromis, il eut des difficultés à présenter son programme¹⁴.

Par ailleurs, des rumeurs circulèrent sur la constitution d'une alliance des partis unionistes contre un SNP disposant d'une majorité relative. Ce dernier mit en garde contre un accord qui irait à l'encontre de la volonté du peuple. Néanmoins, divers dirigeants appelèrent les électeurs conservateurs et libéraux-démocrates à un vote tactique unioniste, destiné à faire barrage au SNP : Jack McConnell, *First minister* sortant, fin avril, et des conservateurs. Ce fut le cas de l'éditorialiste Gerald Warner, et de Michael Forsyth, ancien Secrétaire d'État à l'Écosse, qui invita à soutenir Brown dans sa tentative de sauver l'Union¹⁵. Contrairement à ses adversaires, le SNP ne fut pas encombré par la présence de leaders britanniques.

L'influence britannique

L'avance du SNP dans les sondages renforça l'implication des dirigeants britanniques. Entre février et avril 2007, Tony Blair se rendit en Écosse à six reprises, exhortant les Écossais à ne pas exprimer leur mécontentement à son égard par un vote SNP engageant leur avenir¹⁶. Il utilisa l'émotion, évoquant ses racines écossaises, et la raison, en visitant des sociétés dépendant de commandes du gouvernement britannique, comme les chantiers navals de Govan. Gordon Brown fit aussi campagne en Écosse, se concentrant sur l'économie. Il refusa d'envisager de travailler avec Salmond. Le SNP, surestimant les ressources pétrolières, générerait une dette de 5 000 £ par foyer. L'indépendance ne pourrait être réelle¹⁷.

13. MacDonell H., « Salmond Paves Way for LibDem Deal with Dramatic Shift on Referendum », *The Scotsman*, 13/04/07.

14. « Support Act Waits in the Wings », *Scotland on Sunday*, 15/04/07.

15. Warner G., « Tory! Tory! You Must Hold your Nose and Vote Labour », *Scotland on Sunday*, 29/04/07 ; Brady B., « Forsyth Backs Brown's Defence of the Union », *Scotland on Sunday*, 15/04/07.

16. Fraser D., « Leaving UK Would Cost Scots £5,000, Says Blair », *The Herald*, 17/03/07, p. 1.

17. MacMahon P., « Labour's Big Guns Lay into the SNP with Dire £13bn Warning », *The Scotsman*, 4/04/07 ; Gray L., « Blood, Sweat and Fears Mark Struggle for Nation's Heart », *The Scotsman*, 5/04/07.

De plus, la direction de la campagne des travaillistes était assurée par Jack McConnell, et par des proches de Blair (Philip Gould, spécialiste des sondages, John McTernan, conseiller en communication) et de Brown (Douglas Alexander, député écossais à la Chambre des Communes). Le *First minister* se trouva marginalisé dans cette campagne négative, aggravée par la rivalité Blair-Brown¹⁸. Comme il le craignait depuis les élections législatives britanniques de 2005, l'omniprésence de Blair, jugée positive par les stratèges du parti, fit émerger des questions controversées ne relevant pas des institutions décentralisées : la guerre en Irak, les soupçons de corruption dans le financement du Parti travailliste (auxquels était mêlé John McTernan), le renouvellement des missiles nucléaires Trident équipant des sous-marins se trouvant dans la Clyde (rejeté par une majorité d'Écossais¹⁹). Quant à Gordon Brown, en 2006, son soutien à la candidate travailliste à l'élection partielle de Dunfermline & West Fife, dans sa région, n'avait pas empêché une défaite inattendue.

David Cameron, le leader des conservateurs, se rendit plusieurs fois en Écosse et soutint Annabel Goldie. Il mit l'accent sur l'unité et l'autonomie de la branche écossaise. Cependant, elle était divisée depuis 1997²⁰, et, d'après son Manifeste de 2007, elle renonçait à des éléments-clés de son programme : l'abolition complète des frais universitaires, le retrait de l'Écosse de la politique commune de la pêche et la réduction des pouvoirs des collectivités locales. À la mi-avril, face à l'avance persistante du SNP, Cameron loua les avantages de l'Union, mais se déclara prêt à coopérer avec Salmond²¹.

Chez les libéraux-démocrates, le leader britannique Menzies Campbell et son prédécesseur Charles Kennedy, élus de sièges écossais à la Chambre des Communes, vinrent soutenir Nicol Stephen, peu connu²², pour sa première campagne en tant que leader.

Le SNP utilisa habilement la dimension britannique. Une affiche commémorant le tricentenaire du traité d'Union contrasta avec l'absence de choix en 1707 et la possibilité offerte en 2007²³. Salmond se posa en chef d'État. Il publia en mars son programme des 100 premiers

18. MacWhirter I., « Sitting Target », *Sunday Herald*, 22/04/07.

19. 52 % selon YouGov le 30 mars 2007, contre 28 % qui lui étaient favorables.

20. Dinwoodie R., « Crises Cast Gloom on Cameron Visit », *The Herald*, 9/03/07, p. 1.

21. Dinwoodie R., « Contenders For N°10 Make Their Defence of the Union », *The Herald*, 20/04/06, p. 6.

22. Moins de 10 % des Écossais (et 20 % des électeurs de son parti) le qualifiaient de meilleur *First minister* selon Populus les 28/03/07 et 2/05/07 ; « Campbell Backs LibDem Youth Campaign », *The Herald*, 14/04/06, p. 6.

23. MacDonell H., Pecy G., « PM Defends Union and Says it Would be “Crazy” for Scotland to Go It Alone », *The Scotsman*, 17/01/07.

jours²⁴. Il soumettrait quatre exigences au gouvernement britannique : le contrôle des ressources pétrolières, des armes à feu, des négociations sur la pêche à Bruxelles et la restauration d'allocations (*l'attendance allowance*, que le gouvernement avait supprimée lorsque le Parlement écossais adopta la gratuité des soins personnels aux personnes âgées, et la *council tax benefit*, que le gouvernement britannique menaçait d'abroger en cas de réforme de la fiscalité locale). Salmond employa un ton offensif, défendant les « droits » des Écossais, qui, s'ils continuaient à être bafoués, renforceraient la volonté d'indépendance. Il se positionna comme leur seul défenseur²⁵.

Mis à part ce coup d'éclat, il s'affirma prêt à travailler avec Brown, plus facilement qu'avec Blair, en matière d'énergies renouvelables ou de lutte contre la pauvreté²⁶. L'intérêt de l'Écosse devait primer sur les intérêts partisans. Il se voulut rassurant quant à l'indépendance, évoquant un « partenariat des îles²⁷ ». En matière de défense, l'Écosse garderait les équipements (non nucléaires) et les hommes sur son territoire, mais accepterait l'entraînement de soldats anglais²⁸ ; elle défendrait la paix. Il expliqua aux Anglais qu'ils seraient débarrassés des députés écossais à la Chambre des Communes. Il garantit aux Écossais la préservation de l'Union de 1603 (la Reine) et de l'« union sociale » (l'État-Providence). Il prétendit même, à la veille de l'élection, que l'indépendance était réversible.

En outre, comme en 2003, le SNP cibra le vote des musulmans mécontents de la guerre en Irak ; Salmond avait imposé un Écossais d'origine pakistanaise en position éligible sur la liste de Glasgow. Il rendit visite à son vice leader Nicola Sturgeon, candidate à Glasgow Govan, qui compte plus de 10 % de minorités ethniques, lors du déplacement de Blair dans ce siège²⁹. Contrairement à ses adversaires, le SNP ne fut pas rendu responsable d'un bilan.

24. Fraser D., « Salmond Promises to Demand Oil and Gas Revenues », *The Herald*, 19/03/07, p. 1.

25. *Scottish Social Attitudes Survey*, cité par Fraser D., « How Labour Lost the Voters' Confidence », *The Herald*, 31/10/07, p. 6.

26. Kirkup J., « Gordon Brown and I Can Be Partners in Power, Insists Salmond », *The Scotsman*, 30/04/07.

27. Salmond A., « Only Independence Can Make Scotland First Among Equals », *Scotland on Sunday*, 25/02/07.

28. Fraser D., « England Loses a Surly Lodger and Gains a Good Neighbour », *The Herald*, 22/03/07, p. 6.

29. McLaughlin M., « Blair Goes to Govan but Finds His Roots Have Gone », *The Herald*, 14/04/07, p. 7.

L'usure du pouvoir

Les travaillistes furent victimes de l'usure du pouvoir. Elle se traduit tout d'abord par le départ de conseillers du *First minister* (dont Rachel McEwan) et le retrait de Susan Deacon ancienne ministre, même si les travaillistes annoncèrent la candidature d'un ancien ministre britannique, George Foulkes, et du leader du conseil d'Édimbourg, Donald Anderson³⁰. Fin février, Stephen Lawther, directeur de la communication, démissionna, en désaccord avec l'orientation de la campagne³¹. La presse rapporta qu'Andy Kerr et Wendy Alexander se disputaient la succession de McConnell après sa défaite. Leur réélection n'étant même plus assurée fin avril, on évoqua Iain Gray (battu en 2003), ou Margaret Curran³².

Ensuite, les soutiens traditionnels du parti manifestèrent leur déception. Fin 2006, l'Église catholique sembla accepter l'indépendance, et ajouta en mars 2007 que les travaillistes ne devaient plus compter sur les ouvriers catholiques en raison de leur législation portant atteinte à la famille³³. En avril, la confédération syndicale STUC, réunie en congrès, accepta, à une courte majorité, de soutenir les travaillistes, contre l'avis des syndicats de cheminots (RMT) et de la fonction publique (UNISON)³⁴. Elle entama une consultation sur la poursuite de la décentralisation, que McConnell avait refusée en octobre 2006. James Bell, donateur travailliste, refusa de cautionner le parti à cause des fermetures d'hôpitaux.

Le 25 avril, 151 dirigeants ou anciens dirigeants de grandes sociétés (Tesco, Bank of Scotland, HSBC, Scottish & Newcastle), souvent proches de Brown, publièrent dans la presse une publicité pour défendre l'Union³⁵. Ils réagissaient au SNP, sans appeler au vote travailliste. Des sportifs, des célébrités et des scientifiques utilisèrent aussi cette tactique³⁶.

Enfin, et surtout, toute la campagne des travaillistes fut fondée sur leur position de second dans les sondages. Ils souhaitaient concentrer l'attention sur les détails des politiques nationalistes, pour en dénoncer les contradictions³⁷, mais sans succès.

30. Gray L., « What's Really Happening to Labour Campaign », *The Scotsman*, 26/02/07.

31. Fraser D., « Labour May Wheel Out Government Big Electoral Guns but Party's MSPs Favour Local Campaigns », *The Herald*, 27/02/06, p. 6.

32. Christian N., « With The Election Looking a Lost Cause, Labour is Looking for New Blood at the Top », *Scotland on Sunday*, 29/04/07.

33. Sheppard E., « Bishop Warns Labour: Don't Count on the Catholic Vote », *The Scotsman*, 12/03/07.

34. MacMahon P., « Unions Endorse Labour – by Only One Vote », *The Scotsman*, 17/04/07.

35. Fraser D., « Brown Unveils 150 Names to Back the Union », *The Herald*, 25/04/07, p. 1.

36. MacDonell H., Gray L., « Battle Hots up for 300,000 Don't Knows », *The Scotsman*, 24/04/07.

37. Dinwoodie R., « Partners Say It Is All to Play For as Poll Proves a Wake-up Call », *The Herald*, 7/04/07, p. 1.

McConnell entra très tard en campagne active, refusant tout débat contradictoire jusqu'au terme de la législature, fin mars³⁸. Son Manifeste, *Building Scotland*³⁹, souligna le caractère inachevé des réformes. Il prit des positions claires (priorité à l'éducation et à la formation), cohérentes (stagnation des autres budgets) et assumées (selon son expérience d'enseignant). Il rappela les bienfaits de l'Union (financement public des universités), susceptibles d'être remis en cause par le SNP qui recherchait la « séparation ».

Cependant, McConnell perdit l'avantage en matière de fiscalité locale. Il devait mettre en évidence le risque encouru par les contribuables en cas de réforme par le SNP. Toutefois, lors de la présentation de son Manifeste, il hésita sur sa réforme limitée (création de deux nouvelles tranches)⁴⁰. Ses adversaires anticipèrent une hausse (réévaluation des valeurs locatives).

McConnell fut contraint de s'en prendre à Salmond⁴¹, dénonçant sa personnalité (agressivité, goût pour les paris), et son retrait de Holyrood en 2001 au moment des premières difficultés (alors qu'aucun autre député n'avait préféré l'enceinte prestigieuse de Westminster). Il estima qu'il créerait des tensions permanentes avec le gouvernement britannique. Il souligna la compatibilité entre identité écossaise et appartenance britannique.

McConnell multiplia les visites sur le terrain afin de convaincre les indécis (40 % en fin de campagne), qui avaient déjà voté travailliste⁴². Mais ses associations locales, habituées aux victoires, manquaient d'organisation⁴³. Il sembla entendu dans les derniers jours, modestement, dans l'ouest et auprès des ouvriers pas ou peu qualifiés⁴⁴.

À l'inverse, les libéraux-démocrates, partenaires des travaillistes au sein de la coalition depuis 1999, semblèrent échapper à cette usure du pouvoir. Ils souhaitaient recueillir le vote d'ex-électeurs travaillistes qui refusaient le SNP, comme lors de l'élection de Dunfermline West. Ils se prévalurent de leur influence sur les travaillistes pour l'adoption de mesures emblématiques (droits universitaires limités, gratuité des soins personnels aux personnes âgées). Ils affirmèrent que 80 % de leur

38. Dinwoodie R., « First Minister Sidesteps SNP Call For Head-to-Head Debate », *The Herald*, 24/02/07, p. 6.

39. Scottish Labour, *Building Scotland*, Glasgow, 2007, 103 p.

40. MacDonell H., « Labour's Big Freeze to Pay for Education », *The Scotsman*, 11/04/07.

41. McWhirter I., « When All Else Fails, Labour Go for the Man », *Sunday Herald*, 11/02/07.

42. Young A., « Now Our Destiny Lies with the Don't-Knows », *The Herald*, 27/04/07, p. 19.

43. Jones P., « The Smooth Wooing : the SNP's Victory in the 2007 Scottish Parliament Elections », *Scottish Affairs*, n° 60, été 2007, p. 8.

44. Il obtint une légère avance sur le SNP dans les classes D et E, selon Populus, pour *The Times* du 2 mai.

Manifeste de 2003 avait été appliqué, à l'exception de la réforme de la fiscalité locale, pourtant prioritaire. Cependant, ils dénoncèrent le bilan de l'exécutif⁴⁵ en matière de santé (dentistes), d'*anti-social behaviour orders* (ASBO) (rejetant la volonté travailliste de les infliger dès la constatation des faits). Ils se présentèrent comme une force d'avenir avec un Manifeste intitulé *Scotland has a bright future*⁴⁶. Ils insistèrent sur les loisirs des jeunes et sur l'environnement. En avril, ils abandonnèrent un engagement pris en février, les péages routiers, jugés impopulaires⁴⁷. Mais la presse, comme leurs adversaires, s'intéressèrent moins à leurs contradictions qu'à une coalition avec le SNP.

Les conservateurs axèrent leur campagne sur des enjeux quotidiens, en visant les personnes déçues du travaillisme. Goldie souhaita rompre avec l'image d'un parti obnubilé par le désengagement de l'État, ce qui lui valut des critiques internes. Les conservateurs promirent de réduire la taxe professionnelle (PME) et la taxe d'habitation (retraités) et rejetèrent les péages routiers. Ils voulaient aussi réhabiliter les collectivités locales. Goldie insista sur la sécurité (emprisonnement, recrutement de policiers), malgré son coût.

Dans ce contexte, le SNP fut crédité de la meilleure campagne. Salmond se concentra sur l'Écosse alors que tous ses opposants se focalisaient sur lui. Il s'abstint de réactions instantanées et chiffrées, sources de contradictions. Son prédécesseur John Swinney fit savoir qu'il discutait avec les fonctionnaires de l'exécutif pour une prochaine entrée en fonction⁴⁸. Le parti évita toute divergence entre gradualistes et fondamentalistes (sur le référendum), entre adversaires et partisans de Salmond (Sandra White avait dû céder sa place à un Écossais d'origine pakistanaise à Glasgow) ou entre ses deux leaders (Sturgeon siégeait au Parlement écossais). Salmond esqua les polémiques sur son double mandat s'il était élu à Holyrood. Angus Robertson, directeur de campagne, mit en relief la panique des travaillistes.

Le SNP fonda sa stratégie sur sa position dans les sondages qui stimula le moral des militants – la remontée des travaillistes en fin de campagne permit d'éviter toute démobilisation. Il suscita un regain d'intérêt de journaux écossais dont les ventes déclinaient qui multiplièrent les commandes de sondages, contrairement aux élections précédentes dont le résultat semblait acquis. Si la presse populaire demeura hostile au SNP (le

45. Fraser D., « McConnell Plans "Instant Asbos" », *The Herald*, 17/04/06, p. 6.

46. Scottish Liberal Democrats, *Scotland has a Bright Future*, Édimbourg, 2007, 88 p.

47. Dinwoodie R., « Road Toll Poll Finding Forces LibDems into an Abrupt U-Turn », *The Herald*, 6/04/07, p. 6.

48. MacMahon P., « Who is Paving the Way for a Nationalist Administration? », *The Scotsman*, 23/03/07.

Sun ne renouvelant pas sa position de 1992), la presse nationale de qualité appela, pour la première fois, à une coalition dominée par ce parti⁴⁹.

En outre, cet engouement incita des chefs d'entreprise à manifester leur soutien⁵⁰. Le 23 avril, le SNP s'offrit une page de publicité pour recenser leurs 100 signatures, parmi lesquelles celles de George Mathewson (ex-PDG de la Royal Bank of Scotland), Tom Farmer (Kwik-Fit) et Brian Souter (Stagecoach). Ces personnalités avaient pris position à des moments clés, notamment pendant une visite en Écosse de Blair, délaissé par les médias.

Ces soutiens résultaient de discussions menées depuis plusieurs mois par Jim Mather (chef d'entreprise, porte-parole pour les entreprises), John Swinney et Salmond (anciens salariés de Scottish Amicable et de Royal Bank of Scotland). Le SNP promettait de réduire les impôts, la taxe professionnelle (notamment pour les PME) dans le cadre décentralisé et l'impôt sur les sociétés (20 %) dans une Écosse indépendante. Il gouvernerait avec un conseil économique selon un objectif de croissance. Si les entreprises refusaient l'indépendance, elles critiquaient le bilan de l'exécutif et McConnell fut chahuté par la fédération des PME⁵¹.

Le SNP présenta tardivement (20 avril) son programme économique (*Platform for Economic Success*). Il s'abstint de préciser l'excédent budgétaire d'une Écosse indépendante, dans l'attente du plan triennal de dépenses du gouvernement, privant les travaillistes de polémiques. Le financement des réformes (maintien des hôpitaux, gratuité des ordonnances, des repas scolaires, des études universitaires) reposait sur le pétrole, sur des économies administratives, sur l'abandon du nucléaire. La taxe locale sur le revenu à 3 % permettrait d'abaisser les impôts ; Salmond balaya les critiques évaluant à 5 % le taux nécessaire au maintien des services locaux. Les travaillistes évoquèrent une nouvelle *Poll tax*, sans retrouver l'avantage comme en 1999 contre le *Penny for Scotland*⁵².

Ces soutiens furent aussi financiers. Farmer et Souter apportèrent 100 000 £ et 500 000 £. À la mi-mars, Salmond avait atteint l'objectif fixé en 2005, un million de livres pour emporter 20 sièges. Il disposait de

49. « Time for a New Vision », *Scotland on Sunday*, 29/04/07 ; « A Vote for Change is a Leap of Faith; it is a Leap this Newspaper is Prepared to Make », *Sunday Herald*, 29/04/07 ; « A Fresh Start and a New Coalition », *The Scotsman*, 2/05/07. Le *Herald* était moins affirmatif, « So Much at Stake on So Many Fronts », 3/05/07, p. 14.

50. Hutcheon P., « SNP Means Business », *Sunday Herald*, 18/03/07.

51. Barnes E., « Two Out of Three Firms Oppose Independence », *Scotland on Sunday*, 11/03/07 ; Fraser D., « Business Leaders Criticise MSPs' Attitudes », *The Herald*, 23/03/07, p. 6 ; Hutcheon P., « Labour's Own Goal », *Sunday Herald*, 15/04/07.

52. Dinwoodie R., Paterson S., « Sturgeon and McConnell Go to War on PFI and Local Taxation », *The Herald*, 18/04/06, p. 6.

1,4 million contre 400 000 £ en 2003⁵³. Ces dons, qui devaient rétablir l'équilibre avec les dépenses travaillistes, dépassèrent celles-ci (1,1 million). Le SNP put créer une chaîne de télévision sur Internet diffusant trois heures tous les soirs, utiliser un logiciel fournissant des données sur chaque foyer et contacter par téléphone plus d'un million de personnes⁵⁴. Il multiplia les publicités dans les journaux, diffusant un résumé de son Manifeste et exposant les cibles qui semblaient sensibles à son discours, les milieux d'affaires, et, en fin de campagne (phase « *Count me in* »), les retraités (fiscalité locale), les étudiants (annulation de leurs dettes), les artistes dont Sean Connery (déductions fiscales) et les familles (écoles, crèches) en raison de la méfiance des femmes⁵⁵.

Cependant, ces soutiens n'étaient pas sans risque. Souter avait financé le référendum contre l'abolition de la *Section 28/2A* en 2000. Or depuis l'automne 2006, les discours de certains nationalistes semblaient infléchir les positions tolérantes du parti, notamment sur la loi autorisant l'adoption par des couples homosexuels. Alors que Souter avait fait fortune grâce à la privatisation des bus, le SNP avait renoncé à re-réglementer le secteur⁵⁶. L'appui de l'institut Adam Smith était lui aussi embarrassant car il était à l'origine de la *poll tax*.

Toutefois, les sympathisants travaillistes ne se tournèrent pas vers le SNP. L'Église catholique finit par dénoncer le coût de l'indépendance⁵⁷. Brian Dempsey, chef d'entreprise, manifesta sa confiance en Salmond tout en soutenant les travaillistes⁵⁸. Nicola Sturgeon se rendit au Congrès du STUC, mais ne put s'exprimer en session plénière. Le syndicat RMT lui reprocha l'abandon de la *renationalisation* des chemins de fer⁵⁹ et de l'abolition de la *private finance initiative* dans les contrats existants. Or l'enjeu prioritaire pour les Écossais était le maintien de services publics réellement publics⁶⁰. Néanmoins, fin mars, pour la première fois, le SNP était en tête dans les intentions de vote de toutes les catégories sociales, et dans toutes les tranches d'âge⁶¹ ; seules les femmes demeuraient réticentes. Sans surprise, il emporta l'élection.

53. Fraser D., « Souter Boosts Fund by £500,000 », *The Herald*, 19/03/07, p. 1.

54. Carrell S., « SNP Holds Out Olive Branch to LibDems over Independence », *The Guardian*, 12/04/07 ; Hutcheon P., « Sir Sean Launches SNP TV in a Bid to Turn On Voters », *Sunday Herald*, 22/04/07.

55. Fraser D., « Nationalist Political Surge », *The Herald*, 26/04/07, p. 7 ; Barnes E., MacLeod M., « Women Votes Key to Holyrood Victory », *Scotland on Sunday*, 8/04/07.

56. « SNP Under Attack After Bus U-Turn », *The Scotsman*, 23/04/07.

57. Fraser D., « Cardinal Forced to Reconsider Home Rule », *The Herald*, 6/11/06, p. 8.

58. Fraser D., « Labour Backer Speaks Out for Alex Salmond », *The Herald*, 21/04/07, p. 6.

59. « Rail Pledge Stays », *The Scotsman*, 18/04/07.

60. Enquête pour BBC Scotland, 6/04/07.

61. Sondage Populus pour *The Times*, 28/03/07.

Les résultats de l'élection

Le SNP a progressé dans 70 des 73 circonscriptions, sans toutefois mobiliser l'électorat car la participation n'a augmenté que de deux points pour s'établir à 51 %⁶². Le SNP a emporté 20 députés supplémentaires, dont 12 sièges : 9 d'entre eux étaient détenus par les travaillistes, dont quelques fiefs comme Fife Central. Mais cela ne constitue pas nécessairement une réelle menace. En effet, quatre de ces sièges étaient conservateurs jusqu'aux années 1980, tout comme Gordon, gagné par Salmond aux libéraux-démocrates. D'autres avaient connu des victoires temporaires du SNP (Glasgow Govan). Selon les coefficients de corrélation dans les circonscriptions, le vote SNP manque toujours de cohérence, mais apparaît une relation significative avec la pauvreté du siège (tableau 2).

La proportion de bulletins invalidés s'élève à 4,1 % pour le scrutin majoritaire, 2,9 % pour le scrutin de liste, contre 0,6 % en 2003. Ce pourcentage est de 1,8 % pour les élections locales. Le nombre moyen, 1 197 par circonscription, est supérieur à Glasgow et à Édimbourg. Il est corrélié à la pauvreté du siège (tableau 2). Par endroit, il excède la marge de victoire du député, notamment à Cunninghame North (48 voix). Aucun candidat n'a saisi les tribunaux.

Le Parlement compte un quart de nouveaux députés, notamment des nationalistes (dont le premier élu d'origine pakistanaise). Le Parti travailliste n'a perdu que quatre sièges car des élus de liste ont remplacé les députés battus dans les circonscriptions. Les conservateurs ont perdu un siège (mais trois députés), comme les libéraux-démocrates. La proportion de femmes a chuté, de 40 % à 33 %, à cause du SNP alors que le groupe travailliste compte toujours 50 % de députées⁶³. Un quart du groupe SNP est composé de « fondamentalistes ».

Le profil socio-économique des députés n'a guère évolué⁶⁴ : ils constituent une élite de la société. Trois sur quatre ont une licence ; 3 % sont ouvriers. Ils sont de plus en plus âgés : 55 % ont plus de 50 ans, contre un tiers en 1999, ce qui résulte de la forte proportion de réélections, mais aussi de l'élection de personnes ayant déjà été candidates à des élections (32 % contre 20 % lors des scrutins précédents). Cependant, la proportion d'hommes politiques professionnels et la sur-représentation des enseignants et des milieux d'affaires ont régressé.

62. 53,9 % si l'on tient compte des votes invalidés, Denver D., « "A Historic Moment"? The Results of the Scottish Parliament Elections 2007 », *Scottish Affairs*, n° 60, été 2007, p. 64.

63. MacKay, F., Kenny, M., « Women's Representation in the 2007 Scottish Parliament: Temporary Setback or Return to the Norm? », *Scottish Affairs*, n° 60, été 2007, p. 80-94.

64. Herbert S., Burnside R., Earle M., Edwards T., Foley T., McIver I., *Election 2007*, Édimbourg, Scottish Parliament, SPICe, 07/21, 8 mai 2007, p. 66-67.

Le Parlement ne compte que trois élus non issus des quatre grands partis (contre 17 en 2003) : Margo MacDonald, critique à l'égard du parti qui permit son entrée à la Chambre des Communes en 1973, et deux verts. Ces derniers, qui avaient pourtant perdu cinq collègues à cause de la progression du SNP, acceptèrent d'apporter leur soutien à des moments clés (budget), en échange de concessions sur leur programme. Les libéraux-démocrates ont persisté dans leur refus, d'autant qu'ils avaient dû céder deux sièges aux nationalistes.

Conclusion

Salmond a gagné l'élection grâce à l'impopularité des travaillistes et à la stratégie de Blair en 1997, dissociant élections et réforme institutionnelle. Il a créé l'événement tout au long de la campagne. En se montrant modéré, il a gagné un pari jugé insensé en 2005. Il n'a pu former une coalition, ce qui entraînera des compromis sur chaque vote. Il ne pourra faire preuve de sa crédibilité mais imputera la responsabilité des défaites à ses adversaires.

Par ailleurs, à l'automne 2007, à la suite de la publication du rapport Gould, le gouvernement et l'exécutif, qui l'avaient commandé à la Commission électorale, se sont engagés à suivre certaines recommandations, afin de retrouver la confiance des électeurs. Des Browne, Secrétaire d'État à l'Écosse, a accepté, pour les élections au Parlement écossais, la fixation de règles plus rationnelles, six mois avant le scrutin, comportant deux bulletins, et un dépouillement manuel⁶⁵. Il refuse de reporter celui-ci au lendemain du scrutin. Il n'est pas opposé à la nomination d'un *chief returning officer*, responsable unique de l'organisation, pour mettre fin aux divergences locales. Salmond a assuré qu'il n'utiliserait plus son nom sur les listes régionales⁶⁶. Il a promis de dissocier les élections locales. Il souhaiterait, comme Gould, que les institutions écossaises soient chargées de toutes les élections, ce qui aboutirait à transférer au Parlement écossais le pouvoir de modifier son mode de désignation.

65. House of Commons, *Hansard*, 23/10/07, col. 165.

66. Scottish Parliament, *Official Report*, 24/10/07, col. 2565.

Tableau 1
Les résultats des élections au Parlement écossais du 3 mai 2007

	Scrutin majoritaire		Scrutin de liste		Total
	Part de voix	Nombre d'élus	Part de voix	Nombre d'élus	Nombre d'élus
Conservateurs	16,6	4	13,9	13	17
Travailleurs	32,2	37	29,2	9	46
Libéral-démocrate	16,2	11	11,3	5	16
SNP	32,9	21	31	26	47
Verts	0,1	0	4	2	2
Autres	2	0	10,6	1	1
Total	100	73	100	56	129
Participation	51,7		52,4		

Tableau 2
Les coefficients de corrélation dans les circonscriptions en 2007

	Participation	Bulletins invalidés	Conservateur	Travailleste	Libéral-démocrate	SNP
Bulletins invalidés	-0,75					
Conservateur	0,46	-0,43				
Travailleste	-0,47	0,51	-0,56			
Libéral-démocrate	0,28	-0,26		-0,69		
SNP			-0,22		-0,41	
Sans diplôme	-0,53	0,56	-0,3	0,51	-0,44	0,17
Sans voiture	-0,74	0,78	-0,5	0,64	-0,34	
Locataire public	-0,56	0,41	-0,48	0,66	-0,51	0,2

Source : nos calculs, fondés sur les résultats dans les circonscriptions et sur le recensement de 2001, *2001 Census of Population Statistics for Parliamentary Constituencies*, Londres, House of Commons, 2004.

Note : seuls figurent les coefficients significatifs ; ceux concernant les bulletins invalidés se limitent à 64 sièges.